

le soulèvement français

# **La puissance insoupçonnée des travailleuses - « Elles font tourner les rouages des services essentiels »**

lundi 11 février 2019, par [RIMBERT Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 1er janvier 2019).

**La présence sur les ronds-points d'une forte proportion de femmes des classes populaires a frappé les observateurs. Ces travailleuses font tourner les rouages des services essentiels : santé, éducation. Au-delà du soulèvement de cet automne, elles représentent le pouvoir ignoré du mouvement social.**

Sommaire

- [Au cœur du conflit entre \(...\)](#)
- [Un socialisme des services \(...\)](#)

Elles portent un gilet jaune, filtrent la circulation sur les ronds-points, parlent de leur vie quotidienne, se battent. Infirmières, auxiliaires de vie sociale, assistantes maternelles ont elles aussi endossé la parure fluorescente pour déchirer le voile qui d'ordinaire dérobe au regard extérieur les travailleuses des coulisses. Femmes et salariées, double journée de labeur et revenu modique, elles tiennent à bout de bras la charpente vermoulue de l'État social.

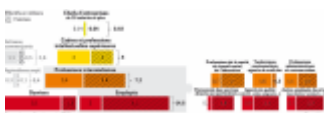
Et pour cause : les secteurs majoritairement féminins de l'éducation, des soins, du travail social ou du nettoyage forment la clé de voûte invisible des sociétés libérales en même temps que leur voiture-balai. L'arrêt de ces services fondamentaux paralyserait un pays. Qui, alors, s'occuperait des personnes dépendantes, des nourrissons, du nettoyage, des enfants ? Cadres briseurs de grève et forces de l'ordre lancées à l'assaut des barrages cette fois n'y pourraient rien : à l'école de gendarmerie, on n'apprend pas à laver les vieillards. Transférées au siècle dernier de l'univers familial, religieux ou charitable à celui du travail salarié, ces tâches ne sautent aux yeux que lorsqu'elles ne sont plus prises en charge. À force d'infliger à ces travailleuses réputées endurantes des réductions de moyens alors que la demande croît, ça craque. Femmes de ménage dans les hôtels et dans les gares, employées des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), personnel hospitalier ont tour à tour mené depuis la fin de l'année 2017 des batailles âpres et souvent victorieuses.

La figure du mineur ou du travailleur à la chaîne, père d'une famille dont il assurait le revenu unique, a si puissamment symbolisé la classe ouvrière au cours du XX<sup>e</sup> siècle qu'on associe encore les classes populaires aux hommes. Qui pense spontanément aux travailleuses quand on lui parle de prolétariat ? Certes, les ouvriers, depuis longtemps remisés par les médias dans la galerie des espèces sociales disparues, représentent encore à eux seuls plus d'un actif sur cinq. Mais la féminisation du monde du travail compte au nombre des bouleversements les plus radicaux du dernier demi-siècle, en particulier à la base de la pyramide sociale. En France, les travailleuses représentent 51 % du salariat populaire formé par les ouvriers et employés ; en 1968, la proportion

était de 35 % (1). Depuis un demi-siècle, le nombre d'emplois masculins n'a guère varié : 13,3 millions en 1968, contre 13,7 millions en 2017 ; dans le même temps, les emplois occupés par des femmes passaient de 7,1 millions à 12,9 millions. En d'autres termes, la quasi-totalité de la force de travail enrôlée depuis cinquante ans est féminine — dans des conditions plus précaires et pour un salaire inférieur d'un quart. À elles seules, les salariées des activités médico-sociales et éducatives ont quadruplé leur effectif : de 500 000 à 2 millions entre 1968 et 2017 — sans compter les enseignantes du secondaire et du supérieur.

Alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle la montée en puissance du prolétariat industriel avait déterminé la stratégie du mouvement ouvrier, le développement prodigieux des services vitaux à dominante féminine, leur pouvoir potentiel de blocage et l'apparition de conflits sociaux victorieux n'ont pas jusqu'ici connu de traduction politique ou syndicale. Mais, sous une telle poussée, la croûte se craquelle et deux questions s'imposent : à quelles conditions ces secteurs pourraient-ils déployer leur puissance insoupçonnée ? Peuvent-ils s'organiser en un groupe dont la force rejoigne le nombre, forger une alliance sociale capable de lancer des initiatives, d'imposer son rapport de forces et de mobiliser autour d'elle d'autres secteurs ? À première vue, l'hypothèse paraît extravagante. Les travailleuses des services vitaux forment une nébuleuse de statuts éparpillés, de conditions d'exercice et d'existence hétéroclites, de lieux de travail éloignés. Mais, de même que l'absence d'unité interne n'a pas empêché le mouvement des « gilets jaunes » de faire corps, ce qui divise le prolétariat féminin des services paraît à l'examen moins déterminant que les facteurs d'agrégation. À commencer par la force du nombre et par un adversaire commun.

Des classes populaires aux classes moyennes, ces salariées chargées de l'entretien et de la reproduction de la force de travail (2) se distinguent par leurs effectifs massifs (*voir l'infographie ci-dessous*). On y trouve les ouvrières des services aux entreprises (elles sont 182 000 à nettoyer les locaux), mais surtout le prolétariat des services directs aux particuliers. Cinq cent mille aides ménagères, 400 000 assistantes maternelles et plus de 115 000 domestiques interviennent le plus souvent à domicile. Un plus grand nombre encore exercent dans des institutions publiques : 400 000 aides-soignantes, 140 000 auxiliaires de puériculture et aides médico-psychologiques et plus d'un demi-million d'agents de service — sans compter le personnel administratif. À ces effectifs féminins s'ajoutent ceux des hommes, très minoritaires. Ce salariat populaire mal payé, aux horaires décalés, qui effectue dans des conditions difficiles des tâches peu valorisées, côtoie dans la production des services vitaux les professions dites « intermédiaires » de la santé, du social et de l'éducation. Mieux rémunérées, plus qualifiées, plus visibles, les 2 millions de travailleuses de ce groupe en croissance continue exercent comme infirmières (400 000), enseignantes en primaire (340 000), puéricultrices, animatrices socioculturelles, auxiliaires de vie scolaire, éducatrices spécialisées, techniciennes médicales, etc.



### *Population active par catégories socioprofessionnelles* *Cécile Marin*

Bien sûr, un fossé sépare l'infirmière d'un hôpital public et la nounou sans papiers employée chez un particulier. Mais cet ensemble disparate, qui, avec les hommes, regroupe plus du quart des actifs, concourt à la production d'une même ressource collective et présente plusieurs points communs. En premier lieu, la nature même des services à la personne, des soins, du travail social et de l'éducation rend ces emplois non seulement indispensables, mais aussi non délocalisables et peu automatisables, car ils exigent un contact humain prolongé ou une attention particulière portée à chaque cas.

Ensuite, tous ces secteurs subissent les politiques d'austérité ; de l'école à l'Ehpad, leurs conditions d'exercice se dégradent et les conflits couvent. Enfin, ils jouissent d'une bonne réputation auprès d'une population qui peut s'imaginer vivre sans hauts-fourneaux, mais pas sans écoles, hôpitaux, crèches ou maisons de retraite.

Cette configuration unique dessine les contours d'une coalition sociale potentielle qui rassemblerait le prolétariat des services vitaux, les professions intermédiaires des secteurs médico-social et éducatif, ainsi qu'une petite fraction des professions intellectuelles, comme les enseignants du secondaire.

### **Au cœur du conflit entre les besoins collectifs et l'exigence de profit**

Si la formation effective d'un tel bloc se heurte à quantité d'obstacles, c'est peut-être qu'on a rarement tenté de les surmonter. Malgré la crue entêtante des statistiques, aucun parti, syndicat ou organisation n'a jusqu'ici fait le choix de placer ce socle à dominante féminine et populaire au cœur de sa stratégie, de faire part systématiquement de ses préoccupations, de défendre prioritairement ses intérêts. Et pourtant, les acteurs les plus conscients et les mieux organisés du mouvement ouvrier regroupés autour du rail, des ports et des docks, de l'électricité et de la chimie savent que les luttes sociales décisives ne pourront éternellement reposer sur eux, comme l'a montré en 2018 le conflit sur la réforme des chemins de fer. Ils ont vu depuis quatre décennies le pouvoir politique détruire leurs bastions, briser les statuts, privatiser leurs entreprises, réduire leurs effectifs, tandis que les médias associaient leur univers à un passé dépassé. À l'opposé, les secteurs féminins des services à la personne et des services publics pâtissent d'une organisation souvent faible et de traditions de lutte encore récentes ; mais ils croissent et occupent dans l'imaginaire un espace dont les classes populaires ont été depuis longtemps chassées : l'avenir. Pendant que les réflexions sur les transformations contemporaines exaltent ou maudissent les multinationales de la Silicon Valley et les plates-formes numériques, la féminisation du salariat impose une modernité sans doute aussi « disruptive » que la faculté de tweeter des photographies de chatons.

D'autant qu'elle pourrait encore s'amplifier. Aux États-Unis, la liste des métiers à forte perspective de croissance publiée par le service statistique du département du travail prédit, d'un côté, la création d'emplois typiquement masculins, tels qu'installateur de panneaux photovoltaïques ou d'éoliennes, technicien de plate-forme pétrolière, mathématicien, statisticien, programmeur ; de l'autre, une myriade de postes traditionnellement occupés par des femmes, tels qu'aide de soins à domicile, aide-soignante, assistante médicale, infirmière, physiothérapeute, ergothérapeute, massothérapeute. Pour un million d'emplois de développeur informatique prévus d'ici à 2026, on compte quatre millions d'aides à domicile et d'aides-soignantes — payées quatre fois moins (3).

Deux raisons fondamentales empêchent l'ancien sidérurgiste de Pittsburgh dont l'activité a été délocalisée en Chine de se reconvertir en auxiliaire de puériculture. La frontière symbolique des préjugés, d'abord, si profondément inscrite dans les têtes, les corps et les institutions qu'elle dresse encore un mur entre la culture ouvrière virile et les rôles sociaux assignés par les clichés patriarcaux au genre féminin. Mais aussi le décrochage scolaire masculin, qui freine sensiblement les possibilités de reconversion professionnelle. « *Les adolescents des pays riches courent une fois et demie plus de risques que les filles d'échouer dans les trois disciplines fondamentales : les mathématiques, la lecture et les sciences* », notait l'hebdomadaire *The Economist* dans un dossier spécial consacré aux hommes et intitulé « Le sexe faible » (30 mai 2015). À cette déconfiture correspond une hausse spectaculaire du niveau d'instruction féminin qui, a contrario, facilite la mobilité professionnelle. Cette grande transformation passée inaperçue installe un peu plus les travailleuses au cœur du salariat. Depuis la fin du siècle dernier, la part des femmes parmi les

diplômés du supérieur dépasse celle des hommes : 56 % en France, 58 % aux États-Unis, 66 % en Pologne, selon l'Agence des Nations unies pour l'éducation, les sciences et la culture (Unesco)... En 2016, 49 % des Françaises de 25 à 34 ans détenaient un diplôme des cycles courts — brevet de technicien supérieur (BTS), diplôme universitaire de technologie (DUT) — ou longs — licence, master, doctorat —, contre 38 % des hommes (4). Ces derniers dominent toujours la recherche, les filières de prestige, les postes de pouvoir et l'échelle des salaires. Mais l'université forme désormais une majorité de diplômées susceptibles d'occuper les emplois qualifiés mais peu prestigieux de l'économie dite des services.

En effet, ce basculement ne remet pas en cause la prépondérance masculine dans les formations liées aux mathématiques, à l'ingénierie informatique et aux sciences fondamentales. Résultat : une opposition de genre et de classe s'accroît entre deux pôles du monde économique. D'un côté, l'univers féminin, de plus en plus qualifié mais précarisé, dont les services médico-socio-éducatifs constituent le centre de gravité. De l'autre, la bulle bourgeoise de la finance spéculative et des nouvelles technologies, qui domine l'économie mondiale et où le taux de testostérone bat des records : les jeunes entreprises de la Silicon Valley emploient comme ingénieurs informatiques 88 % d'hommes, et les salles de marché 82 % d'analystes masculins (5). De ces deux cosmos que tout oppose, l'un domine l'autre, l'écrase et le dépouille. Le chantage à l'austérité des « marchés » (6) et la prédation qu'exercent les géants du numérique sur les finances publiques à travers l'évasion fiscale se traduisent par des réductions d'effectifs ou de moyens dans les Ehpad, les crèches, les services sociaux. Avec des conséquences inégalement réparties : en même temps que leur activité affaiblit les services publics, banquiers, décideurs et développeurs emploient quantité d'aides à domicile, d'auxiliaires de vie, de professeurs particuliers.

Plus généralement, les ménages de cadres, professions intellectuelles supérieures et dirigeants d'entreprise recourent massivement aux services domestiques à la personne (7). Ils seraient les premiers touchés si les femmes souvent issues des classes populaires et, dans les métropoles, de l'immigration venaient à cesser le travail. Verrait-on alors professeurs d'université, notaires, médecins et sociologues féministes expliquer à leurs femmes de ménage qu'il faut continuer le travail au nom de l'obligation morale d'attention et de bienveillance, vertu que la domination masculine a érigées au cours des siècles en qualités spécifiquement féminines ? C'est pourquoi la coalition des services vitaux qui rassemblerait employées et ouvrières, professions intermédiaires et personnel de l'enseignement primaire et secondaire ne pourrait se constituer que par opposition aux classes supérieures qui les emploient.

D'abord, le pourrait-elle, et à quelles conditions ? Isolées, parcellisées, peu organisées, plus souvent issues de l'immigration que la moyenne, les travailleuses des services à la personne ou du nettoyage cumulent les formes de domination. Mais surtout, leur addition ne forme pas un groupe. Transformer la coalition objective qui se lit dans les tableaux statistiques en un bloc mobilisé requerrait une conscience collective et un projet politique. Il incombe traditionnellement aux syndicats, partis, organisations et mouvements sociaux de formuler les intérêts communs qui, au-delà des différences de statut et de qualification, relie l'infirmière et la femme de ménage. De chanter aussi la geste d'un agent historique qui naît, sa mission, ses batailles, afin de ne laisser ni à BFM TV ni aux experts le monopole du récit. Deux thèmes pourraient y contribuer.

Le premier est la centralité sociale et économique de ce groupe. De la statistique nationale aux médias, tout concourt à ce que le salariat féminin des services vitaux demeure invisible dans l'ordre de la production. Le discours politique renvoie les soins, la santé et l'éducation à la notion de dépense, tandis qu'on associe généralement ces métiers « relationnels » aux qualités supposément féminines de prévenance, de sollicitude et d'empathie. Que la soignante ou l'enseignante les engage nécessairement dans son travail n'implique pas qu'il faille l'y réduire. Assimiler les services vitaux à des coûts, évoquer ces bienfaits dispensés par des femmes dévouées plutôt que les richesses créées

par des travailleuses permet d'éluider l'identité fondamentale des aides-soignantes, auxiliaires de vie ou institutrices : celle de productrices (8). Produire une richesse émancipatrice qui pave les fondements de la vie collective, voilà un germe autour duquel pourrait cristalliser une conscience sociale.

Le second thème est celui d'une revendication commune à l'ensemble du salariat, mais qui s'exprime avec une intensité particulière aux urgences hospitalières, dans les Ehpad ou les écoles : obtenir les moyens de bien faire son travail. L'attention parfois distraite du grand public aux conditions de labeur des cheminots et des manutentionnaires se change en préoccupation, voire en révolte, lorsqu'il s'agit de réduire le temps de toilette d'un parent dépendant, de fermer une maternité en zone rurale ou de laisser des équipes sous-dimensionnées s'occuper de malades mentaux. Chacun le sait d'expérience : la qualité des soins croît en proportion de la quantité de travail investie dans leur production. D'apparence bonhomme, la revendication des moyens d'accomplir sa tâche dans de bonnes conditions se révèle très offensive. La satisfaire, c'est remettre en cause l'austérité, l'idée qu'on peut faire toujours plus avec toujours moins, les gains de productivité arrachés au prix de la santé des salariés. Et aussi les boniments culpabilisateurs qui reportent sur les agents la responsabilité de « prendre sur eux » pour atténuer les effets des restrictions budgétaires. Nombre d'Ehpad dispensent par exemple des formations « humanitude » — des techniques de « bientraitance » mobilisant le regard, la parole, le toucher, transformées en label dont se prévalent les établissements — à des employées qu'on prive simultanément des moyens de traiter les anciens avec l'humanité requise. Comme si la maltraitance dérivait non pas principalement d'une contrainte économique extérieure, mais d'une qualité individuelle qui manquerait au personnel...

Que l'exigence de ressources allouées aux besoins collectifs contredise l'exigence de profit et d'austérité place les services vitaux et leurs agents au cœur d'un conflit irréductible. Depuis le tournant libéral des années 1980, et plus encore depuis la crise financière de 2008, dirigeants politiques, banquiers centraux, Commission européenne, patrons ingénieurs des nouvelles technologies, hauts fonctionnaires du Trésor, éditorialistes et économistes orthodoxes exigent la réduction du « coût » de ces activités. Et provoquent ce faisant leur dégradation intentionnelle au nom d'un bon sens des beaux quartiers : le bien-être général se mesure à la prospérité des premiers de cordée. Ce bloc conscient de ses intérêts a trouvé en M. Emmanuel Macron son chargé d'affaires.

### **Un socialisme des services à dominante féminine contrôlé par les travailleurs eux-mêmes**

En face, la coalition potentielle dont les productrices de services vitaux forment le moyeu ne peut naître à sa propre conscience qu'en formulant explicitement la philosophie et le projet qu'elle porte en actes au quotidien sous les préaux, dans les chambres et les salles de soins. C'est l'idée qu'un financement collectif des besoins de santé, d'éducation, de propreté et, plus largement, de transports, de logement, de culture, d'énergie, de communication ne constitue pas un obstacle à la liberté, mais au contraire sa condition de possibilité. Le vieux paradoxe qui subordonne l'épanouissement individuel à la prise en charge commune des premières nécessités dessine une perspective politique de long terme susceptible de rassembler le salariat féminin et de le constituer en agent de l'intérêt général : un socialisme des services à la couverture étendue qui lui donnerait les moyens d'accomplir sa mission dans les meilleures conditions, prioritairement déployé auprès des classes populaires vivant dans les zones périurbaines frappées par le retrait de l'État social et contrôlé par les travailleurs eux-mêmes (9).

Car, en plus d'accomplir le prodige de s'organiser, la coalition des services à dominante féminine aurait pour tâche historique, épaulée par le mouvement syndical, de rallier à elle l'ensemble des

classes populaires, et notamment sa composante masculine décimée par la mondialisation et parfois tentée par le conservatisme. Ce dernier trait n'a rien d'une fatalité.

On jugera volontiers irréaliste d'assigner à ces travailleuses qui cumulent toutes les dominations un rôle d'agent historique et une tâche universelle. Mais l'époque ne sourit décidément pas aux réalistes qui jugeaient en 2016 impossible l'élection de M. Donald Trump sur une stratégie symétriquement inverse : coaliser une fraction masculine des classes populaires frappées par la désindustrialisation avec la bourgeoisie conservatrice et les couches moyennes non diplômées. Ravis de cette capture, médias et politiques aimeraient réduire la vie des sociétés occidentales à l'antagonisme qui opposerait désormais les classes populaires conservatrices, masculines, dépassées, incultes et racistes qui votent en faveur de M. Trump, de M. Benyamin Netanyahu ou de M. Viktor Orbán à la bourgeoisie libérale cultivée, ouverte, distinguée, progressiste qui accorde ses suffrages aux formations centristes et centrales qu'incarne M. Macron. Contre cette opposition commode, qui occulte la passion commune aux dirigeants de ces deux pôles pour le capitalisme de marché (10), le salariat féminin des services vitaux met en avant un autre antagonisme. Celui-ci place d'un côté de la barrière sociale les patrons-informaticiens de la Silicon Valley et les cadres supérieurs de la finance, masculins, diplômés, libéraux. Pilleurs de ressources publiques et squatteurs de paradis fiscaux, ils créent et vendent des services qui, selon l'ancien vice-président chargé de la croissance de l'audience de Facebook, M. Chamath Palihapitiya, « *déchirent le tissu social* » et « *détruisent le fonctionnement de la société* » (11). De l'autre côté se regroupent les classes populaires à base féminine, fer de lance du salariat, productrices de services qui tissent la vie collective et appellent une socialisation croissante de la richesse.

L'histoire de leur bataille commencerait ainsi :

« Nous exigeons les moyens de bien faire notre travail ! » Depuis des semaines, les auxiliaires de vie, puéricultrices, aides-soignantes, infirmières, enseignantes, nettoyeuses, agentes administratives avaient prévenu : faute de voir leur revendication satisfaite, elles se mettraient en grève. Et ce fut comme si la face cachée du travail paraissait à la lumière. Les cadres et professions intellectuelles, les femmes d'abord puis les hommes, à contrecœur, durent à leur tour quitter leur poste pour s'occuper de leurs parents dépendants, de leurs nourrissons, de leurs enfants. Le chantage affectif échoua. Parlement, bureaux, rédactions se clairsemaient. En visite dans une maison de retraite, le premier ministre expliqua sentencieusement à une gréviste qu'une minute suffit bien à changer une couche ; des études d'ailleurs le démontraient. Au regard qu'elle lui lança, chacun comprit que deux mondes s'affrontaient. Après cinq jours de chaos, le gouvernement capitula. Les négociations sur la création du Service public universel s'engageaient avec un rapport de forces si puissant que le mouvement gagna le nom de « second front populaire » : celui de l'ère des services.

### **Pierre Rimbart**

(1) Sources : « [Enquête emploi 2017](#) », Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ; *Données sociales 1974*, Paris (recodées conformément à la classification actuelle).

(2) Cf. Siggie Vertommen, « [Reproduction sociale et le féminisme des 99 %. Interview de Tithi Bhattacharya](#) », *Lava*, no 5, Bruxelles, juillet 2018.

(3) « [Fastest growing occupations](#) », Bureau of Labor Statistics, Washington, DC.

(4) « [Vers l'égalité femmes-hommes ? Chiffres-clés](#) » (PDF), ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, Paris, 2018.

(5) Kasee Bailey, « [The state of women in tech 2018](#) », DreamHost, 26 juillet 2018. ; Renee Adams,

Brad Barber et Terrance Odean, « [Family, values, and women in finance](#) » (PDF), SSRN, 1<sup>er</sup> septembre 2016.

(6) Lire Renaud Lambert et Sylvain Leder, « [L'investisseur ne vote pas](#) », *Le Monde diplomatique*, juillet 2018.

(7) François-Xavier Devetter, Florence Jany-Catrice et Thierry Ribault, *Les Services à la personne*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2015.

(8) Lire Bernard Friot, « [En finir avec les luttes défensives](#) », *Le Monde diplomatique*, novembre 2017.

(9) Lire « [Refonder plutôt que réformer](#) », *Le Monde diplomatique*, avril 2018.

(10) Lire Serge Halimi et Pierre Rimbert, « [Libéraux contre populistes, un clivage trompeur](#) », *Le Monde diplomatique*, septembre 2018.

(11) James Vincent, « [Former Facebook exec says social media is ripping apart society](#) », *The Verge*, 11 décembre 2017.

---

## **P.-S.**

- *Le Monde diplomatique*, janvier 2019 :  
<https://www.monde-diplomatique.fr/2019/01/RIMBERT/59406>